



# HÉRACLÈS

N°33

JUILLET-AOÛT 2009

LA LETTRE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE DE LA COMMUNAUTÉ DOCTRINALE

## EDITORIAL

Les Forces Terrestres comprennent l'état major de Lille, l'ensemble des grandes unités, états-majors opérationnels et corps de l'armée de terre française. Cet ensemble compte en son sein la totalité des centres d'entraînement spécialisés et détachements d'assistance à la mise en condition avant projection. Le rattachement des moyens de la logistique opérationnelle est désormais réalisé à Lille. Le CFT, qui s'exprime dans nos colonnes, constitue donc la force vive d'une partie majeure de l'outil militaire actuellement utilisé par la France.

Destinées à être réunies et organisées en fonction du besoin, les Forces Terrestres remplissent leurs missions dans un milieu physique hétérogène. Certes, ce milieu est majoritairement terrestre et justifie d'abord des unités, des équipements et des modes d'actions adaptés pour tenir ou conquérir le terrain, dans la durée et l'adversité. Mais ces Forces agissent également dans le cadre d'une continuité et d'une cohérence intégrant la troisième dimension : trajectoires de munitions, actions hélicoptères, vols de drones tactiques, défense sol-air.

En outre, les Forces Terrestres constituent la partie centrale des engagements armés de la France avec 85% des effectifs militaires déployés sur les différents théâtres. Pour autant, elles intègrent la dimension interarmées qui donne à ces opérations leur cohérence avec un surcroît d'efficacité opérationnelle. Parfois même aux bas niveaux tactiques, et selon les actions en cours, il faut par exemple maîtriser l'intégration des appuis interarmées, les contraintes de coordination 3D, le transport tactique, la complémentarité des capteurs de renseignement. Et ceci s'effectue le plus souvent dans un cadre international de coalition, avec des procédures d'interopérabilité aussi impératives que rigoureuses. Pour tous ces aspects qui évoluent sans cesse, le professionnalisme de nos unités s'avère plus nécessaire que jamais.

**Le général de division Thierry OLLIVIER**  
commandant le Centre de doctrine  
d'emploi des forces

## LIRE EN PARTICULIER

- page 3** Le combat terrestre - GCA LECERF  
**page 5** CFT 2010, au service de toutes les forces - GDI NAYRAL de PUYBUSQUE  
**page 7** Fusion CFT-CFLT :- LCL LAPLACE  
**page 15** CPF et doctrine - GBR DUMONT-SAINT-PRIEST

## Le mot de la direction de publication

Dans ce 33<sup>ème</sup> numéro de **Héraclès**, la parole est donnée au **Commandement des forces terrestres (CFT)**. Au moment où d'importantes mutations se font jour, il nous est apparu important que ce grand commandement, à la fois réservoir d'experts et noyau pour les états-majors mis sur pied pour les opérations à venir, puisse donner un nouvel éclairage sur les rôles qu'il est amené à jouer tant en matière opérationnelle que dans le cadre de l'entraînement des forces.

Notre prochain numéro, le N° 34, à paraître fin septembre - début octobre 2009, donnera la parole à la **2<sup>ème</sup> brigade blindée (2 BB)**. Le suivant (N° 35) sera réalisé avec la **9<sup>ème</sup> brigade légère blindée de marine (9 BLBMa)**.

**Directeur de la publication**  
Général (2s) Claude Koessler

**Rédacteur en chef**  
Capitaine Marie-Noëlle Bayard

**Diffusion, relations avec les abonnés**  
Major Catherine Bréjeon

**Mise en page**  
Christine Villey

**Impression**  
EDIACAT

**Création de la maquette**  
Nathalie Dujardin

**Héraclès en ligne :**  
[www.cdef.terre.defense.gouv.fr](http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr)



## Le CDEF vous informe

### SÉMINAIRE TACTIQUE 2009

Le **jeudi 10 décembre 2009**, le centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) et le collège de l'enseignement supérieur de l'armée de Terre (CESAT) organisent, à l'École militaire (amphi Foch), la quatrième édition du séminaire tactique de l'armée de Terre.

Pour cette édition 2009, le séminaire est intitulé «*l'exercice du commandement aujourd'hui en opérations*». De 09h30 à 17h30, les participants assisteront à deux tables rondes sur les thèmes «*Quel commandement face à la complexité des engagements récents ?*» et «*Les engagements les plus probables appellent-ils une relecture des principes et des modalités du commandement ? Existe-il une approche française ?*». De nombreux intervenants de tous horizons français (CDEF, CICDE, EAI, EMAT, etc.) et étrangers, apporteront leur expérience et leur réflexion dans ce domaine.

#### Inscriptions et informations :

[www.cdef.terre.defense.gouv.fr](http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr)  
 ou [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)  
 (intraterre).



## Com FT

- 3 Le combat terrestre

## Actualités

- 5 CFT 2010, au service de toutes les forces  
 7 Fusion CFT-CFLT : une synergie renforcée entre tactique et logistique en matière de préparation opérationnelle  
 8 Le GPPO, force de frappe de l'EMOT

## Retour d'expérience

- 10 «Faire la guerre, c'est s'adapter»  
 13 La numérisation de l'espace de bataille (NEB) : la norme pour les brigades du CFT

## Réflexions

- 14 Des unités en voie d'apparition les URB  
 15 CPF et doctrine

## Tribune libre

- 16 La culture du changement : comment éviter une défaite certaine  
 17 Diffuser la pensée militaire tactique : le modèle américain  
 19 AUFTRAGSTAKTIK, du principe aux réalités

## «Le combat terrestre»



Comme le démontrent les opérations en Kapisa, nos soldats de l'armée de Terre sont de vrais professionnels. Ils sont bons, voire très bons. Ils sont au cœur de l'action de la communauté internationale. Mais bénéficient-ils de tout l'intérêt qu'il serait légitime de leur porter ?

Derrière notre engagement quotidien en Afghanistan, il y a un certain nombre de questions qu'il est très important de se poser. Existe-t-il une meilleure enceinte qu'Héraclès pour le faire ?

Le combat terrestre est-il en train de changer de nature ou s'agit-il seulement de conduire de nécessaires adaptations réactives (préparation opérationnelle/doctrine/structures/équipements) requises par les spécificités d'un théâtre, mais également par notre «désapprentissage» consciencieux de la guerre depuis l'Algérie ?

Quelle guerre sommes-nous en train de mener ou de subir en Afghanistan ? Est-elle si spécifique qu'elle ne puisse rentrer dans nos concepts de stabilisation ? Que recouvre concrètement aujourd'hui la notion de combat aéroterrestre ? La préparation opérationnelle de nos unités et de nos états-majors restera-t-elle un « prêt-à-porter » qui ne pourrait être reproduit ailleurs ?

Et plus largement enfin, l'armée de Terre, qui supporte pour l'essentiel la charge des opérations et s'honore à remplir son contrat opérationnel coûte que coûte, au prix parfois de lourds sacrifices, bénéficie-t-elle effectivement

d'un investissement à la hauteur du poids relatif de ses engagements ?

Je n'aime ni les ayatollahs ni les muets et ne cherche pas non plus de vaines polémiques ! Je crois en revanche à la nécessité de forger nos convictions à travers un débat pour lequel je voudrais proposer un certain nombre de pistes.

- 1 Nous réapprenons la guerre, celle que notre France a toujours conduite dans son histoire, mais que, depuis les années 60, nous avons consciencieusement oubliée. Donc la guerre existe, mais aujourd'hui, comme ce sera le cas demain, le contexte et l'environnement ne sont plus les mêmes. Il nous faut alors pouvoir distinguer les invariants de ce qui peut et doit évoluer.
- 2 Réapprenant la guerre, il nous faut retrouver notre âme de soldats, à travers des fondamentaux, une préparation opérationnelle refondée, une doctrine adaptée et des procédures d'acquisition d'équipements réactives, allégées et régénérées.
- 3 Nous participons donc simultanément à un retour à des valeurs originelles, celles de nos anciens d'Indochine et d'Algérie, de Lyautey à Gallula et de nos officiers d'affaires indigènes, adaptées aux us et coutumes de nos sociétés d'aujourd'hui. Mais il s'agit bien de se dire que la guerre existe toujours, qu'elle tue et qu'être soldat de France c'est un engagement indivi-

duel unique et spécifique, marqué par un tutoiement quotidien, en opérations, avec la mort.

- 4 Quelle sera la guerre de demain ? Bien malin qui peut la décrire aujourd'hui, mais est-il réaliste de dire que le modèle stabilisation, à envergure, périmètres et effets variables, perdurera de nombreuses années ? D'où, la nécessité d'une approche réactive pour la préparation des forces et d'une démarche inter agences/ interministérielle pour trouver une solution durable au conflit. Là encore, faire autrement mais sans rien changer des fondamentaux issus de notre très vieille culture militaire.
- 5 Et l'ennemi ? L'insurrection est ce qui nous préoccupe aujourd'hui ; demain, nous aurons des états en décomposition, des trafics en tous genres et toutes les combinaisons possibles de désespérance et de folie humaine. Reviendrons-nous pour autant à des conflits symétriques ? Peu probable ! Je crois beaucoup plus à une nature hybride des conflits, combinant symétrie et asymétrie, armes de destruction massive et guérilla dans les localités, cyber technologies et toujours les medias comme champ de bataille. Mais avec une constante : les populations toujours prises en otage !



### Le CDEF vous informe (DDo)

#### BRIGADOC 2009

En 2009, comme chaque année, le CDEF a la responsabilité d'organiser le stage BRIGADOC. D'abord destiné aux futurs commandants de brigade<sup>1</sup>, élargi aux généraux adjoints d'EMF, aux colonels adjoints et aux chefs d'état-major de brigade, ce stage a une triple ambition :

- actualiser les connaissances des participants sur la doctrine d'emploi de la brigade et de ses composantes afin de les préparer au futur engagement opérationnel de leur unité et plus globalement à leur rôle de chef en opérations ;
- favoriser la synergie entre doctrine d'emploi, préparation opérationnelle et engagement des forces aéroterrestres ;
- saisir une opportunité d'échanges, de réflexions et d'expériences entre homologues, bientôt au cœur de la vie opérationnelle de l'armée de terre ;

Le stage s'est déroulé à l'école militaire du 25 au 29 mai 2009 sous la présidence du général de division OLLIVIER. Il a été l'occasion, pour le CDEF, de présenter les principaux enseignements tirés des engagements en cours et les évolutions doctrinales les plus significatives qui en sont tirées. Ces informations ont été complétées par l'intervention de conférenciers de haut niveau (dont le général CEMAT) et de divers horizons y compris interarmées. BRIGADOC a pu bénéficier des témoignages d'officiers engagés en opérations ou acteurs de la préparation opérationnelle.

BRIGADOC a été complété par le stage des nouveaux commandeurs organisé par le CFT à Lille au mois de juin 2009.

<sup>1</sup> Quel que soit le type de celle-ci (BIA, BAS ou BL)

- ▼
- 6 Les engagements seront donc toujours essentiellement terrestres ce qui n'exclut pas l'intégration de moyens interarmées en environnement ou en appui direct (puissance, mobilité, renseignement et soutien). Il faudra toujours des hommes au sol pour, au sein de coalitions, contrôler le terrain, œuvrer au milieu et au profit des populations, reconstruire un indispensable appareil étatique de sécurité. Ces hommes seront d'abord et avant tout des terriens, et surtout des fantassins, appuyés aux niveaux tactique, opératif et stratégique par l'interarmes et l'interarmées, afin de produire de l'effet à partir d'une indispensable supériorité décisionnelle grâce à la numérisation de nos systèmes d'information et de commandement.
  - 7 Nos états-majors, y compris au niveau tactique, devront être plus ouverts à l'interarmées et à l'interministériel. Les lignes d'opérations et les opérations basées sur les effets ont toujours toute leur pertinence, mais il faut au plus vite se donner les moyens de les mettre en œuvre aux niveaux 3 (brigade) et 4 (régiment / groupement tactique), leur conception restant aux niveaux stratégique et opératif.
  - 8 La guerre tue ! Nos soldats doivent être résistants et rustiques ; ils doivent être, surtout, très forts moralement. Eduquer, instruire et entraîner restent le cœur de la préparation de nos cadres qui sont des chefs de guerre et non des managers.
  - 9 Et nos équipements ! Nous devons avoir des mécaniques d'acquisition plus souples qui sachent

mieux s'affranchir des rigidités d'un environnement par trop procédurier, en cultivant un «médian rustique» pour le combat et les meilleures technologies pour l'efficacité de nos actions, la protection et la mobilité de nos hommes. Quant au soutien, ne perdons pas de vue qu'il vient en première ligne et non le contraire. Enfin et surtout, accrochons-nous à l'idée qu'un matériel ou un équipement est fait pour durer de 10 à 15 ans, mais pas 20 ou 30, voire 40 ans comme c'est le cas de certains de nos matériels majeurs !

Ces différentes pistes, non exhaustives mais étroitement liées les unes aux autres, ne constituent qu'une incitation à la réflexion : rupture ou continuité, telle est la question que l'on doit à mon sens en permanence se poser, à l'aune de trois critères essentiels que sont la préservation des équilibres, la réversibilité et la nécessaire adaptation réactive.

Je ne crois pas qu'il y ait, en Afghanistan, une rupture. Par contre, j'ai la conviction que le poids de l'armée de Terre dans les opérations actuelles n'est pas reconnu comme il devrait l'être. Il en va de la sécurité de nos hommes comme de leur efficacité au combat. ■

GCA Antoine LECERF  
Commandant les Forces Terrestres

## CFT 2010, au service de toutes les forces

**A** la faveur des transformations en cours au sein des armées, le CFT va voir ses compétences largement étendues. Il pourra en effet agir sur la quasi-totalité des domaines qui participent à la préparation opérationnelle des forces et sur leur mise en condition avant projection, leur suivi et soutien avant leur réintégration dans le cycle d'activités.

De ce changement de périmètre sont attendus :

- davantage de cohérence et de synergie dans le montage et le déroulement des activités des forces terrestres comme dans les travaux de planification et de mise sur pied d'unités dimensionnées, équipées et entraînées en vue d'une projection,
- une symbiose désormais complète entre opérationnels, logisticiens et maintenanciers, si tant est qu'il faille en démontrer la réalité et le besoin,
- un renforcement des conditions d'un dialogue constructif entre le niveau «politique» (l'EMAT) et le niveau de mise en oeuvre.

Profondément transformé dès le PAM 2009, l'état-major du CFT conduit ce vaste chantier en veillant à ne pas céder à deux tendances mortifères :

- créer une «usine à gaz», incompatible avec la nécessaire réactivité et lisibilité attendue d'un tel organisme. Celui-ci sera en effet en prise directe avec les opérations, exercera son autorité sur le CRR.FR, les EMF, les brigades et le CPF et continuera à être sollicité par les niveaux supérieurs pour étayer leurs études de son expertise de terrain,
- mettre sur pied une structure sans âme, association de «métiers» sans liens ni ambition collective, auto-animée et éloignée des préoccupa-

tions des forces qui restent notre seule raison d'être.

Il y a donc un véritable défi à relever en rappelant au préalable que cette transformation devra être transparente pour les unités, et prioritairement pour celles qui sont engagées en opérations.

### L'EM CFT aujourd'hui.

L'EM CFT aujourd'hui, ce sont cinq divisions, 450 personnes.

- La division «opérations, état-major opérationnel terre» qui est le véritable centre du CFT et dont les travaux, comme les informations quotidiennes sur ce qui se passe ou se passera en opérations, irriguent véritablement l'état-major. Cette division englobe aujourd'hui le bureau logistique.
- La division «préparation opérationnelle», responsable de toutes les activités des forces (hors CFLT) qui sont entreprises pour se préparer aux engagements selon le principe de la préparation à «La guerre» (l'engagement immédiat), et à «Une guerre» (le fond de sac).
- La division renseignement qui coordonne ce vaste domaine, en adaptation permanente, dont de nombreux aspects dépassent les seules frontières de l'armée de terre.
- La division SIC.AC qui elle aussi assure la cohérence globale d'un domaine techniquement toujours en pleine évolution, et crucial pour le commandement comme pour les unités avec l'appropriation de la NEB.

### Le CDEF vous informe (DDo)

#### **L'interarmées : une réalité dans le domaine de l'appui aérien**

Conformément à la PIA 03-333 publiée début 2008, le pilotage du domaine de l'appui aérien est désormais confié à une nouvelle organisation interarmées :

- un comité directeur (CODIR) est chargé d'élaborer la politique générale. Présidé par le chef de la division «Emploi» de l'EMA, il est composé au moins d'un représentant de chacun des états-majors d'armée et du directeur du CICDE.

- un comité exécutif (COEX) regroupe les commandements en charge de la préparation opérationnelle des forces dans le domaine de l'appui aérien. Présidé par le CFA, il est chargé de la mise en oeuvre de la politique arrêtée par le CODIR. L'armée de terre y est représentée par le général FOUCAUD, directeur de la préparation opérationnelle du CFT.

Tout le monde s'accorde sur le fait que cette nouvelle structure a rapidement montré son efficacité.

Dès le mois de septembre 2008, date de la première réunion du COEX, des groupes de travail ont été créés pour étudier de manière conjointe les différents aspects de l'appui aérien par le feu. Des solutions interarmées se sont très vite dégagées grâce à une meilleure connaissance mutuelle et à une compréhension réciproque des enjeux. Ces solutions concernent en particulier la doctrine, les équipements, les contrats opérationnels et la formation. Dans ce dernier domaine par exemple, la décision a déjà été prise de confier à l'EAA une partie de la formation à l'appui aérien par le feu dès septembre 2009.

Col NAAL



- La division «commandement état-major» enfin, qui assure la vie quotidienne de cette communauté humaine qu'est l'état-major du CFT mais qui est également responsable de domaines plus vastes tel que le budget des FT.

Demain, après la dissolution du CFLT, des brigades aéromobile, artillerie et génie, compte tenu de la création du SMITER, et du fait de la disparition annoncée des régions terre, ce seront dix divisions ; 750 personnes qui formeront le CFT. Elles seront articulées autour de deux pôles, logistique / soutien et emploi / préparation opérationnelle.

## Le CFT demain

### Pôle emploi/préparation opérationnelle

- L'état-major opérationnel terre, restera le centre de l'EM CFT avec le centre opérationnel des forces terrestres (COFT) et le bureau planification dont les différents «G» seront sous commandement direct ou répartis parmi les autres divisions (SIC, Rens, Log, ...). A terme, l'EMO.T devrait être colocalisé avec le CPCO sur le site rénové de Balard.
- La division «préparation opérationnelle», couvrira l'intégralité des fonctions nécessaires à la programmation, au montage et au financement de toutes les activités du même nom.
- Les divisions «renseignement» et «SIC.AC», demeureront quasiment inchangées.
- La division «emploi», accueillera les expertises d'arme, dont celles des brigades Artillerie et Génie, dissoutes en 2010. Elle devra être en mesure de mettre sur pied des centres de mise en œuvre (CMO) Artillerie et Génie.

- La division «aéromobilité», centrée sur la composante aéromobile des forces, exercera un commandement direct sur les trois RHC et devra être capable de dériver un PC de mise en œuvre (PCMO).

### Pôle logistique/soutien

- La division «soutien», reprendra les prérogatives du CFLT, en matière de planification, expertises/études et mouvements, en étroite liaison avec les organismes logistiques interarmées. Elle assurera également la responsabilité d'ensemble du PC SNF.
- La division «logistique amont», basée à Monthéry, prolongera l'action de l'EMO.T et du COFT dans le domaine du soutien, en étroite coordination avec le CICLO (Centre interarmées de conduite de la logistique opérationnelle).
- La division «maintenance», recouvrira une bonne part des missions qu'effectuaient les DIRMAT au profit des forces.
- La division «commandement / état-major» enfin, réduite du fait de la mise sur pied de la BDD de Lille à l'horizon 2011.
- Les fonctions Santé et SEA pilotées par deux adjoints interarmées s'appuieront sur des structures insérées au sein de la division «soutien».

On le voit, cet état-major aura tous les atouts en main pour coordonner au mieux le système complexe que recouvrent désormais les activités de préparation opérationnelle et de mise sur pied. Il pourra décider d'efforts visibles, impulser les changements requis, sans pour autant empiéter sur la part nécessaire d'autonomie des commandements de proximité.

Dans les faits, cette transformation se déroulera sur les PAM 2009 et 2010. Elle sera accompagnée par la rédaction

d'une charte de fonctionnement interne à l'état-major. Il s'agit en effet d'organiser avec soin, d'une part la qualité du dialogue entre les divisions, condition «*sine qua non*» de la cohérence globale des travaux, et, d'autre part les circuits d'information au profit du commandement des FT ainsi que les modalités de ses prises de décision. Le nombre de divisions, la diversité des métiers, les différentes échelles d'urgence selon les sujets traités, la masse d'informations (écrites, numériques, orales, formelles et informelles) créant un effet de seuil qu'il convient d'encadrer pour ne pas être confronté à un désordre destructeur ou, à l'inverse, à un ordre rigide et stérilisant. C'est pour cela qu'est créé le poste de «directeur d'état-major». Subordonné direct du CEM, il disposera d'une cellule de management de l'information (CMI) et se consacrera uniquement à la gestion du travail collaboratif de l'état-major et de sa production.

En parallèle, un OPO, largement diffusé, définira pour sa part les nouvelles relations entre le CFT et son environnement Terre et interarmées.

Au-delà des textes, cette transformation de l'EM CFT demandera :

- une profonde acculturation du «CFT canal historique» aux problématiques logistique et maintenance, plus que jamais totalement intégrées dans toutes les activités et études,
- une grande adaptabilité de chacun et une volonté partagée d'établir des liaisons constantes entre les différents métiers de chaque division, seul gage de cohérence globale,
- une vigilance de tous les instants pour vivre au diapason du besoin des forces, confrontées à des opérations difficiles et pour agir à leur profit avec réactivité, imagination et solidité. ■

## Fusion CFT-CFLT : synergie renforcée entre tactique et logistique en matière de préparation opérationnelle

**A** l'été 2009, la responsabilité de la préparation opérationnelle de l'ensemble des forces terrestres (FT) sera confiée au commandement des forces terrestres (CFT). D'évidence, ce choix permettra de renforcer la synergie entre tactique et logistique dans l'entraînement des FT.

Dans le domaine du soutien, la préparation opérationnelle du CFT s'appuiera sur les dix ans d'existence et d'expérience du commandement de la force logistique terrestre (CFLT) qui ont permis d'édifier, du niveau opératif au niveau tactique, un socle solide d'entraînement de ses unités.

Cependant, alors qu'elles étaient construites sur un corps commun de préparation à l'engagement, sur une homogénéité de programmation -et malgré un premier rapprochement en 2007 qui avait privilégié l'intégration de la logistique dans les exercices des groupements tactiques interarmes (GTIA)-, la préparation opérationnelle du CFT et celle du CFLT avaient évolué plus en parallèle que de manière convergente.

En 2009, le commandant des FT devient le seul garant, devant le chef d'état-major de l'armée de Terre, de la capacité à l'engagement opérationnel des formations de l'armée de Terre mais aussi de la cohérence entre tactique et logistique nécessaire à cet engagement.

A cet effet, l'intégration de la brigade logistique au CFT unifiera la préparation opérationnelle des prin-

cipaux commandements terrestres sous une même responsabilité.

De plus, en évaluant les postes de commandement régimentaires des formations projetables du service de la maintenance industrielle terrestre (SMITer), le CFT certifiera la capacité d'engagement de l'armée de Terre dans les domaines aussi bien logistique que soutien sur lesquels elle a compétence.

Ces nouvelles attributions imposeront au CFT de concevoir systématiquement, et pour toutes ses formations, les entraînements avec des jeux tactiques et logistiques concordants.

De par l'unicité de programmation et de conduite ainsi créée, la synergie initiée avec les GTIA et au sein du centre d'entraînement des brigades sera étendue à l'ensemble des exercices des FT. Dans ce cadre, les commandements des grandes unités tactiques se verront attribuer, pour les exercices, la responsabilité, tant au plan de l'emploi que du respect de la doctrine, sur des unités logistiques.

De même, lors des mises en condition avant projection (MCP), chaque formation se préparera en formant et en évaluant les entités qui lui seront rattachées, ce qui inclut les modules logistiques. Quant aux unités armant les éléments de soutien national (type BATLOG), ils assureront leur MCP suivant les directives et avec les moyens propres du CFT comme l'a fait le détachement d'assistance opérationnelle /Afghanistan.

### Le CDEF vous informe (DREX)

Le lieutenant-colonel (OLRAT) **Jean-Claude LALOIRE**, ancien élève de l'ESSEC et de l'ISUP (Institut de Statistique des Universités de Paris), traducteur au CDEF depuis 2001, œuvrant à la réalisation en anglais US de la revue «Doctrines», vient de publier 2 dictionnaires français-anglais/anglais-français, à caractère à la fois civil et militaire, respectivement en septembre 2008 et février 2007.

#### **Dictionnaire médical des opérations humanitaires & de soutien de la paix**

Préfacé par monsieur Gérard LARCHER, Président du Sénat, ce dictionnaire recense toute la terminologie utile à des intervenants médicaux ou paramédicaux sur le terrain, pour secourir et soigner des personnels militaires ou des populations civiles en difficulté ou en détresse : malades, blessés, choqués, victimes de combats, d'accidents, de catastrophes naturelles...

Cet ouvrage, contient environ 2 000 termes et expressions ; chaque terme est accompagné, le cas échéant, de l'acronyme couramment utilisé, et cela dans chacune des langues. Présenté sous un format de poche, il est ainsi adapté à une consultation sur le terrain.

#### **Dictionnaire des télécommunications et de l'informatique appliquées à la défense**

Ce dictionnaire est un ouvrage exhaustif, qui couvre tous les aspects, tant dans le domaine civil que dans les domaines de la défense (interarmées) et de la sécurité (police, gendarmerie) : transmissions radio, réseaux, téléphonie, télédétection (incluant les radars), guerre électronique (et cyber-guerre).

(p. suivante)

## Le CDEF vous informe (DREX)

(suite)

Il comprend aussi les termes d'informatique (et du Web) associés, qui sont aujourd'hui nécessaires à la compréhension de l'univers des télécommunications.

A ces termes sont associés les acronymes usuels, lorsqu'ils existent (environ 6 000 pour la partie anglaise et 600 pour la partie française).

Ce dictionnaire d'environ 9 000 termes, s'adresse aux professionnels de ce domaine et aux traducteurs et interprètes, tout particulièrement dans le cadre de l'industrie ou de l'OTAN. Il s'adresse aussi aux étudiants de l'enseignement supérieur civil et militaire dans le domaine des télécommunications.

Cet ouvrage est publié en deux volumes de 460 pages chacun, l'un pour la partie français-anglais, l'autre pour la partie anglais-français.



En matière de préparation opérationnelle, la fusion CFT et CFLT procède des principes du soutien des opérations<sup>1</sup> ; elle entraînera des changements importants et lourds dans le mode de fonctionnement du CFT, de son état-major ainsi que pour la brigade logistique devenue unique. Tous devront s'y adapter, mais elle permettra une prise en compte commune et centralisée de même qu'une synergie accrue entre tactique et logistique dans l'ensemble des activités d'entraînement des FT.

Cette évolution n'en sera que plus efficace si elle se prolonge par une formation afférente de nos cadres et si la préparation opérationnelle construite

<sup>1</sup> Unicité de l'organisation, unité d'action, cohérence de l'économie générale des forces, flexibilité, interopérabilité, anticipation,...

par le CFT s'érige en fédérateur de celle des organismes interarmées, de plus en plus prégnants dans la logistique en opération. ■

LCL Jérôme LAPLACE  
Div Préparation opérationnelle/chargé de mission  
Bureau Conduite de la préparation opérationnelle

### Glossaire :

#### BATLOG :

Bataillon logistique

#### CFLT :

commandement de la force logistique terrestre

#### CFT :

commandement des forces terrestres

#### FT :

forces terrestres

#### GTIA :

groupement tactique interarmes

#### MCP :

mise en condition avant projection

## Le GPPO<sup>1</sup>, force de frappe de l'EMOT<sup>2</sup>

**B**ucarest, avril 2008, 59<sup>me</sup> sommet de l'OTAN, le Président de la république annonce le renforcement du dispositif français au sein de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) en Afghanistan.

Vallée de la Kapisa, juillet 2008 le GTIA<sup>3</sup> Kapisa mène ses premières opérations sur le sol afghan.

En amont de l'annonce officielle et de l'arrivée des premières troupes en Kapisa s'est joué un obscur mais efficace travail d'état-major répondant à l'acronyme barbare de GPPO.

Au cœur du processus de génération de force, le groupe pluridisciplinaire de planification opérationnelle de l'EMOT est l'outil qui permet à l'armée de Terre de proposer au CPCO<sup>4</sup> la meilleure contribution terrestre possible à une opération.

\*

### Présentation et fonctionnement du GPPO

Le GPPO est une structure de circonstance mise en œuvre et animée par le G5 de l'EMOT pour conduire les planifications opérationnelles et en

particulier les générations de force. Autour d'un noyau constitué par une équipe de planificateurs, sont réunis autant que de besoin les experts nécessaires.

- Les «G» de l'EMOT (G1 à G 9) sont membres permanents du GPPO.

<sup>1</sup> Groupe pluridisciplinaire de planification opérationnelle.

<sup>2</sup> Etat-major opérationnel Terre.

<sup>3</sup> Groupement tactique interarmes.

<sup>4</sup> Centre de planification et de conduite des opérations.



- Au-delà de ce premier cercle, le GPPO s'appuie sur l'ensemble des experts des fonctions opérationnelles représentées au CFT. Puissance de travail du GPPO, ils analysent dans leur domaine de compétence les besoins opérationnels pour en déduire les capacités nécessaires. Le bureau programmation, élément clé du GPPO, se charge de veiller à l'adéquation du besoin et de la ressource.
- L'expertise ne se limite pas au CFT. Ainsi différents organismes de l'armée de Terre (DCMAT, CoFAT,...) sont régulièrement associés aux travaux du GPPO. Le GPPO peut également rechercher l'expertise dans les forces terrestres, et ce, parfois même dans les régiments comme ce fut le cas dans la préparation de la FINUL II.

L'efficacité du GPPO repose sur un travail itératif et collaboratif entre les différents domaines d'expertise et de spécialités. En amont, sur mandat du CPCO, l'équipe de planification définit un cadre de travail et les attendus de la planification. Réunions et travail individuel alternent pour livrer un produit fini à la validation des autorités (CEMOT puis COMFT). Après l'ultime validation du CEMAT, ces travaux seront ensuite transmis au CPCO.

### **Principes d'une génération de force**

Lors d'une génération de force, la première étape consiste à décrire le souhaitable sans se fixer de limitation intellectuelle. A partir des données tactiques (étude de la mission, analyse renseignement, terrain, ...), il s'agit de définir quelle serait la force idéale pour réaliser l'effet final recherché. Cette étude est conduite en s'appuyant sur la méthode de planification de l'OTAN, la *GOP*<sup>5</sup>. Une première esquisse de la force est développée à partir des modules projetables de la PIA 05-402.

Elle décrit, sous forme d'un ordre de bataille, les moyens aéroterrestres nécessaires à l'accomplissement de la mission ainsi que l'architecture du commandement et la composition du soutien.

La deuxième étape de la génération de force consiste à passer du souhaitable au réalisable. Il s'agit de confronter cette première approche de la force aux différentes contraintes qui sont principalement d'ordre logistique et financier mais aussi de programmation. Ces trois éléments ont des conséquences sur le type d'unités déployées, sur les matériels dont elles seront dotées et sur leurs effectifs. C'est une phase d'arbitrage qui conduit parfois le GPPO à s'affranchir d'un certain nombre de principes d'organisation et de doctrine afin de proposer une solution de compromis, susceptible de réaliser l'effet recherché. A l'heure des choix, le GPPO minimise les risques d'erreur du fait des expertises variées dont il dispose.

La clôture du GPPO se concrétise par la transmission du TUEM au G3 qui a la tâche de conduire la projection (armement des TUEM, échelonnement de la projection, ...). Le cas échéant, le G3 arme un centre opérationnel de montée en puissance.

### **L'apport de la numérisation pour le GPPO**

Dans le cadre de la génération de force, la numérisation permettra d'accélérer le cycle de décision en optimisant le travail du GPPO. Dans ce contexte, le G5 de l'EMOT met en place la suite logicielle opérationnelle (SLoOps) ; intégration d'outils d'aide à la décision, la SLoOps est mise en œuvre par une structure de circonstance qui travaille en parallèle du GPPO.



<sup>5</sup> *Guideline for operational planning.*

## **Le CDEF vous informe (DSRO)**

### **CALIPSO : démonstrateur d'aide à la planification opérationnelle de niveau 1**

*Destiné aux cellules G5 et G35 des états-majors de niveau 1, le démonstrateur CALIPSO d'aide à la planification opérationnelle doit permettre de faciliter le choix du mode d'action le plus favorable lors de l'étape de confrontation des modes d'action (MA/ME), dans les phases d'intervention et de stabilisation.*

*Conçu initialement pour être intégré à SICF, ce démonstrateur CALIPSO n'a pas vocation à «décider» à la place de l'état-major, mais, en s'appuyant sur les modes d'action élaborés par ce dernier, à faciliter la prise de décision en ayant recours à la simulation.*

*L'une des plus-values du démonstrateur CALIPSO réside dans la prise en compte de la phase de stabilisation. La modélisation se concentre dans ce cas sur les interactions entre la force, les autres acteurs présents sur le terrain et la population qui est représentée sous forme de zones au sein desquelles se répartissent les groupes de population.*

*Le démonstrateur CALIPSO fonctionne grâce à des indicateurs d'aide à la décision. L'opérateur, en comparant numériquement et graphiquement les évolutions de la valeur de ces indicateurs, tels que l'attrition ou les potentiels, propres à chaque confrontation MA/ME, et en exploitant la fonction de «rejeu» pour visualiser l'action simulée en accéléré, doit pouvoir identifier le mode d'action le plus favorable pour la force.*

*Outil exploratoire, donc incomplet et imparfait à ce jour, ce démonstrateur CALIPSO doit préfigurer les outils opérationnels d'aide à la décision qui feront, demain, partie intégrante de SICF.*

**LCL Jean-Christophe REUSSNER**  
Chargé d'études au Bureau études et recherche opérationnelle

**Le CDEF vous informe  
(DSRO)****Simulation et coopération  
militaire franco-allemande**

Le comité «experts simulation» du sous-groupe Terre du GFACM s'est réuni à MAILLY du 20 au 22 janvier 2009. Le but de cette séance de travail était de faire un point exhaustif des moyens de préparation opérationnelle fondés sur la simulation de chaque pays, de les comparer et d'en déduire certaines complémentarités et synergies éventuelles.

Les deux armées de terre disposent d'outils complets et cohérents. Ils ont été développés dans une logique nationale, sans volonté initiale particulière d'interopérabilité, aussi leur utilisation dans un cadre multinational n'est-elle pas toujours simple en première approche.

Toutefois, certains centres allemands pourraient accueillir des unités françaises ou binationales de niveau 1 ou 4, tout comme des centres du CPF pourraient recevoir des unités allemandes, sous réserve de la résolution de quelques difficultés techniques.

Mais surtout, les engagements les plus probables de nos pays étant similaires et les problématiques étudiées de part et d'autre du Rhin intimement liées, au premier rang de nos préoccupations communes se trouvent ainsi la préparation aux opérations en zones urbanisées et la prise en considération de la numérisation de l'espace de bataille. Ces derniers points pourraient avantageusement donner lieu à des échanges de vues et de retours d'expérience fructueux. De plus, la connaissance partagée par les deux parties en matière de recherche opérationnelle semble constituer une piste intéressante d'échanges à venir.

LCL Pascal FLORIN  
Chef du bureau simulation opérationnelle

Utilisant un langage informatique commun, ces outils permettent d'assister le GPPO dans la définition de l'architecture de la force (GENEFORCE), d'évaluer ses modes d'action possibles (APLET), de la décrire sous forme de plans reposant sur les modules de la PIA 05-402 (DBM-Genforces), d'en décliner les TUEM (DBM-GenTUEM), de mener une étude du terrain (AGEC<sup>6</sup>) et de modéliser les réseaux SIC (GCR<sup>7</sup>). La SLoOps met également en œuvre ADAMS<sup>8</sup> afin d'étudier en première approche la mise en place de la force.

La SLoOps sera en mesure de transmettre les ordres de bataille aux unités constituant la force pour l'initialisation rapide et sans risque d'erreur des SIOC.

Conforme à la devise du CFT, le GPPO est «au cœur de l'opérationnel» car c'est le meilleur outil qui soit pour «tailler la force» au plus près des nécessités du soldat qui réalise la mission sur le terrain.

La préservation de cette culture de travail collaboratif est la clé du succès opérationnel. Elle sera aussi un puissant facteur d'intégration des trois nouvelles divisions logistiques qui rejoindront le CFT à l'été 2009. ■

**G5 Etat-Major opérationnel Terre**

6 Atelier de gestion et d'étude cartographique.

7 Gestion cartographique des réseaux.

8 Allied deployment of movement system.

**RETEX****«Faire la guerre,  
c'est s'adapter»**

Les engagements actuels, principalement celui que nous vivons en Afghanistan, ont bousculé nos habitudes en matière d'exploitation du RETEX.

Le passage, dans nos opérations extérieures, de la gestion de crise à la contre-rébellion impliquant des combats meurtriers a nécessité d'adapter notre outil de combat et sa préparation dans tous les domaines, depuis l'organisation des capacités opérationnelles, les équipements, la formation et l'entraînement, jusqu'à la

doctrine. Pour cela, un concept d'adaptation réactive est né en 2008, sur la base de réflexions lancées par le CDEF en 2006, afin de permettre à l'armée de Terre d'obtenir, en cours d'opération et non en vue de l'opération future, la satisfaction de besoins immédiats exprimés par les forces terrestres sur les théâtres. Aujourd'hui, en 2009, le COMFT dispose dans sa main de tous les leviers pour les exprimer.



En premier lieu, l'organisation des capacités en vue d'une mission opérationnelle fait l'objet de constantes adaptations, pour obtenir toujours plus de cohérence entre l'unité projetée et son milieu d'action. C'est ainsi que la 27<sup>ème</sup> BIM est prioritairement projetée en Afghanistan en hiver, que les unités blindées et mécanisées se relèvent au Liban, ou encore que les unités amphibies arment prioritairement les points d'appui de Djibouti et de Dakar.

Les GPPO<sup>1</sup> affinent la force, l'organisent, en introduisant sous enveloppe de nouvelles capacités (drones, appui feu, fouille opérationnelle, hélicoptères...), en fonction de besoins reconnus pour les forces terrestres et approuvés par le COMFT puis le CPCO, et proposent de nouveaux dispositifs. C'est un processus bien rodé au CFT, où cependant, en termes d'effectifs, la logique de besoin doit composer avec celle de ressources.

Mais c'est dans le domaine des équipements que l'adaptation réactive trouve sa concrétisation la plus visible. Il s'est agi en fait, dès 2007, d'adapter très rapidement nos véhicules, nos armements, nos effets de protection, nos moyens d'acquisition, notre soutien, à la réalité des combats en Afghanistan. Le matériel utilisé dans les Balkans ou en Afrique ne répondait en effet qu'imparfaitement aux menaces rencontrées sur ce théâtre. Afin de contrebattre plus sûrement l'adversaire, le CEMAT peut décider de déclencher des procédures rapides d'acquisition ou d'adaptation de matériel, proposées par le CFT.

Entre septembre 2007 et août 2008, ce sont ainsi près de 107 millions d'euros qui auront été investis au profit du surblindage de véhicules, qu'ils soient de combat ou logistiques, de la protection des tireurs 12,7 des VAB, des moyens de vision et d'identification nocturne des combattants, de l'amélioration des FAMAS, des moyens de transmission des contrôleurs air avancés, ainsi que, et ce n'est pas le moins important, de l'habillement et du paquetage du combattant.

L'adaptation réactive touche également la formation et l'entraînement, les programmes et la programmation de la préparation opérationnelle. Il s'agit de se former sur un *Buffalo US*<sup>2</sup>, ou un tourelleau téléopéré de VAB, pour savoir servir et soutenir ces matériels en délais contraints ; il s'agit d'acquérir ou de rafraîchir, pour un officier général comme pour tout soldat, les fondamentaux et non plus les rudiments du sauvetage de combat, du tir, etc... pour savoir dégager un véhicule, pratiquer les premiers soins à un blessé, défendre le véhicule et le personnel autour de soi avec l'armement de bord ou tout simplement avec son arme individuelle. L'adaptation réactive, c'est enfin la capacité à transmettre dans nos centres de plus en plus dédiés à la préparation de «*la guerre*» les savoir-faire nouveaux, les procédés tactiques inédits parce qu'appris dans la confrontation avec un ennemi qui lui aussi s'adapte (vite) et se perfectionne sans cesse.

1 Groupes Pluridisciplinaires de Planification Opérationnelle

2 *Buffalo* (ou MPCV pour *Mine protected clearance vehicle*): véhicule militaire du génie américain.

## Le CDEF vous informe (DSRO)

### Janus dans les Balkans ?

*Une délégation du CDEF/DSRO s'est rendue à Belgrade à la fin du mois de mars 2009. Cette mission faisait suite à une demande de la mission militaire française en Serbie. En effet, les forces armées serbes envisagent de se doter d'un centre de simulation dédié à la formation et plus particulièrement à la formation tactique des stagiaires de l'École Nationale de Défense qui réunit les équivalents serbes de nos CSEM et EEM.*

*Cette mission avait donc pour objet de compléter l'action du coopérant français du J7 serbe en présentant de façon exhaustive aux responsables de l'académie militaire de Belgrade les fonctionnalités détaillées du système Janus, l'organisation et le fonctionnement d'un centre Janus ainsi que la préparation, la conduite et l'exploitation d'un exercice assisté par simulation.*

*La visite des infrastructures pressenties pour le déploiement et la fourniture de données techniques et de renseignements particuliers ont complété les actions entreprises.*

*En première approche, et sans préjuger de la décision finale serbe, Janus apparaît particulièrement adapté aux besoins de la partie serbe tant dans son caractère interarmes et modulaire (du niveau SGTIA à la BIA) que dans son excellent rapport « qualité-prix » lié à son développement logiciel au sein de la DSRO.*

*La communauté Janus-France pourrait donc s'enrichir à l'horizon 2010 d'un «petit dernier» complétant les dix centres français, libanais, tunisiens et marocains déjà existants.*

*Le déploiement d'outils de simulation constitue sans conteste un moyen de rayonnement et de diffusion de notre culture militaire à l'étranger !*

Colonel Olivier SALAÛN  
Chef de la division Simulation  
et recherche opérationnelle

Toutes nos publications  
sur notre site

[www.cdef.terre.defense.gouv.fr](http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr)



### Le CDEF vous informe (DSRO)

#### «ROADEF» 2009 : la DSRO s'affiche

Deux officiers du bureau études et recherche opérationnelle (BERO) de la DSRO ont participé du 10 au 12 février au congrès annuel de la société française de recherche opérationnelle et d'aide à la décision (ROADEF). Cette manifestation a réuni à Nancy les principaux laboratoires de recherche et sociétés de services du domaine, et permis aux chercheurs opérationnels du CDEF d'entretenir leurs compétences théoriques.

Cette année les uniformes ont été remarqués, trois officiers de la Marine Nationale étant également présents. La présentation par le commandant Secherre d'une étude sur le plan de stationnement de l'armée de Terre a été particulièrement appréciée. Fournissant un exemple concret d'aide à la décision, elle se démarquait en effet du contenu fortement théorique de la majorité des exposés.

Les contacts pris laissent entrevoir la possibilité de recrutement de chercheurs sous ESR et des collaborations avec des laboratoires publics. Des techniques prometteuses ont de plus été identifiées en vue du plan de veille technologique du BERO.

Face à la crise, les chercheurs opérationnels des entreprises représentées (SNCF, EDF, Air-France...) s'appliquent à optimiser leurs processus internes. L'armée de Terre pourra de même s'appuyer sur les compétences en modélisation du BERO pour répondre aux nombreux problèmes d'optimisation que soulèvent les réformes en cours.

CBA Roland GOFFETTRE  
Chargé d'études au Bureau études et  
recherche opérationnelle



Pour concentrer les expertises et la mémoire des enseignements et des scénarii propres à un théâtre ou à un type d'engagement, le CENTAC de MAILLY continue de préparer l'ensemble des unités à «une guerre» et offre des scénarii spécifiques à celles engagées au Liban ou en Afghanistan ; le nouveau CENZUB de SISSONNE accueille maintenant les stages d'apprentissage au contrôle de foules, stages qui s'appuient sur l'expérience du Kosovo, dans le même temps que CANJUERS construit actuellement son futur DAO/A<sup>3</sup>. La doctrine évolue et l'adaptation réactive doit s'appliquer, en direct depuis les théâtres, par le biais d'un RETEX «boucle courte», à nos centres dans les scénarii qu'ils proposent et les procédés que peuvent insuffler les OAC<sup>4</sup>. Par eux, se fait le lien direct entre les opérations et la préparation opérationnelle.

L'adaptation réactive bouscule nos habitudes, nos circuits décisionnels et peut-être aussi nos certitudes, et c'est tant mieux.

Mais c'est un processus qui n'a de valeur que par le discernement de ses acteurs. Il est en effet nécessaire que, dans ce contexte, soit posée en permanence la question de la pertinence des critères de choix. Toute demande émanant d'un théâtre est-elle forcément justifiée ? Doit-on la généraliser ? Faut-il par exemple 2, 3 ou 5 appareils de vision nocturne par section ? Pour être réaliste et donc crédible, il faut rechercher le bon équilibre entre le «tout - tout de suite» et le raisonnable.

Il faut donc garder sans cesse à l'esprit que nos priorités, notre énergie et notre intelligence doivent être mises au profit du soldat qui se bat sur de lointains théâtres d'opérations. ■

COL Michel BILLARD  
Div. préparation opérationnelle  
Chef du bureau capacités opérationnelles

<sup>3</sup> Détachement d'Assistance Opérationnelle/  
Afghanistan

<sup>4</sup> Observateurs Arbitres Contrôleurs



**Vos réactions aux informations  
parues dans Héraclès  
sont les bienvenues**

c.d.e.f.

centre de doctrine d'emploi des forces  
b.p. - 00445 armées

☎ : 01 44 42 35 91 ou 01 44 42 48 93  
pnia : 821 753 35 91 ou 821 753 48 93  
fax : 01 44 42 52 17 ou 821 753 52 17  
mel : heracles@cdef.terre.defense.gouv.fr  
Web : www.cdef.terre.defense.gouv.fr

## La Numérisation de l'Espace de Bataille (NEB) : la norme pour les brigades du CFT !

Après une phase de montée en puissance (2003-2008), la numérisation des forces terrestres entre, en 2009, dans la phase de normalisation et d'engagement opérationnel. Cette phase majeure de standardisation opérationnelle s'achèvera en 2015 avec l'équipement de l'ensemble de l'armée de terre.

En dépit de contraintes lourdes, l'échéancier de numérisation des forces a pu être préservé. En effet, dans le cadre de la cohérence et de l'homogénéité des forces préconisées par le CFT, six brigades interarmes ainsi que la brigade aéromobile sont aujourd'hui équipées jusqu'au niveau de l'unité élémentaire, et les deux dernières brigades interarmes (11<sup>ème</sup> BP, 27<sup>ème</sup> BIM) ont commencé leur numérisation. Parallèlement, les unités d'appui et de soutien montent en puissance. Fin 2010, tous les régiments de l'armée de terre seront équipés jusqu'au niveau de la section.

Apportant une plus-value déterminante aux forces projetées en opérations (anticipation, partage des situations, rapidité d'échange, géolocalisation), la numérisation est progressivement déployée sur les théâtres. En Côte d'Ivoire, la chaîne de commandement a ainsi été numérisée en 2006, de la brigade à la section; l'effort suivant est concentré sur l'Afghanistan et le Liban. Le BATFRA PAMIR a été équipé en 2008 et une passerelle *NFFI*<sup>1</sup> d'interopérabilité pour le suivi de position a été déployée en interconnectant le système *SIR*<sup>2</sup> français avec le système *IFTS*<sup>3</sup> de l'OTAN.

L'objectif intermédiaire, fixé par le CEMAT, de pouvoir engager à partir de 2009, deux brigades numérisées avec leur environnement d'appui et de soutien, est en cours de réalisation: la 6<sup>ème</sup> BLB a déjà effectué son exercice de certification en octobre 2008, et la 2<sup>ème</sup> BB le réalisera au mois de juin 2009. Les

unités logistiques sont engagées dans la même démarche, dans le cadre du déploiement d'un GSD<sup>4</sup> numérisé dont l'exercice NEB annuel est un révélateur du chemin à suivre pour mettre en place la doctrine et l'entraînement.

Cet objectif intermédiaire atteint, il sera essentiel de poursuivre les efforts pour une prise en compte générale de la numérisation. La préparation opérationnelle des unités de tous types doit être conçue pour un engagement numérisé, en insistant sur le maintien à niveau des compétences acquises, qui demande aujourd'hui un **effort d'entraînement individuel et collectif permanent**. C'est là un changement majeur et le prix à payer pour pouvoir profiter des progrès apportés par la numérisation.

La **standardisation** des procédures, la **fiabilisation** et la **simplification** des systèmes doivent être également recherchées pour atteindre **une pleine efficacité opérationnelle**. Le CFT est résolument engagé dans cette voie pour rendre la NEB accessible à tous ses utilisateurs potentiels.

Si le triple défi humain, technologique et opérationnel, que constitue la NEB, est en passe d'être relevé, le « nerf de la guerre » peut toutefois venir à manquer, et conduire au dilemme: la NEB certes, mais à quel prix? Question difficile, et qui dépasse les choix capacitaires, puisque la numérisation de l'espace de bataille prétend multiplier les effets de toutes les capacités. ■

LCL Michel DILLINGER  
Div SIC/Chef de section NEB

1 *NFFI* : Nato Friendly Forces Information  
2 *SIR* : Système d'Information Régimentaire  
3 *IFTS* : Isaf Force Tracking System  
4 *GSD* : Groupement de Soutien Divisionnaire

### Le CDEF vous informe (DSRO)

#### Participation de la DSRO au «Spring SISO 2009»

Du 23 au 27 mars 2009, deux officiers de la DSRO ont participé à la session de printemps de la «*Simulation Interoperability Standards Organization (SISO)*». Deux réunions annuelles de la SISO permettent aux acteurs du monde de la simulation d'échanger leurs points de vue sur les avancées technologiques et surtout de définir les standards vers lesquels doivent évoluer les programmes.

Le thème central de cette session était celui de l'interaction à distance entre simulations. Si le mirage Internet laisse à penser à un public non averti que cette problématique est simple, la réalité des programmes en cours de développement est toute autre. Il s'agit non seulement de trouver les protocoles et architectures adéquats pour relier les applications entre elles, mais aussi de les faire converger alors qu'elles ne parlent pas le même langage et obéissent souvent à des logiques très différentes.

Compte tenu du grand nombre de simulateurs et de la géographie, cette problématique représente un défi majeur pour les États-Unis. Derrière ce leader incontesté, la participation française a, cette année, été remarquée. Outre le nombre important de ses participants, la France a présenté, sous couvert de la DGA, trois projets qui pourraient à moyen terme déboucher sur des standards adoptés par la SISO.

(p. suivante)

## Des unités en voie d'apparition : les URB

Depuis l'été 2008, la presse militaire a souvent fait référence aux unités de renseignement de brigade (URB), notamment au travers d'un prisme technique (DRAC<sup>1</sup>, PVP<sup>2</sup>...). Quel est aujourd'hui l'état d'avancement de ce chantier novateur ?

Constituée d'une part de la Batterie de Renseignement de Brigade (BRB) réunissant ses divers capteurs (83 personnels), d'autre part des 12 personnels de la Section Opérations Analyse (SOA) intégrée au B2 de sa brigade interarmes (BIA) de rattachement, l'URB est une unité organique interarmes, placée pour emploi sous les ordres du commandant de BIA. Orientée par le B2, la BRB met en œuvre ses capteurs afin de répondre aux besoins exprimés en matière de recherches.

Comportant une section RECINF<sup>3</sup> agissant sur le mode ROHUM<sup>4</sup> conversationnel, une section DRAC<sup>5</sup>, une sec-

tion RASIT<sup>6</sup> ainsi qu'un groupe léger de guerre électronique (GLGE), la batterie travaille soit en mode centralisé au profit de l'EM de la brigade, soit en appui direct d'un groupement tactique. Conformément à l'idée qui a présidé à sa naissance, elle optimise l'emploi de ses capteurs dans le cadre d'une synergie multicapteurs (par exemple le GLGE ou les radars assurant une détection affinée par les DRAC, précisant la localisation et la nature de l'objectif).

Les URB, encore expérimentales, poursuivront leur montée en puissance jusqu'en 2010, soutenues par la diffusion prochaine d'un manuel d'emploi provisoire.

URB-pilote, celle de la 2<sup>ème</sup> brigade blindée a été projetée dans le cadre d'une expérimentation tactique au Kosovo, à l'été 2008. Employée soit aux ordres directs du CO de la *TFMN-N*<sup>7</sup>, soit adaptée à un GTIA, son action a confirmé la pertinence de la nature des capteurs mis en œuvre et leur complémentarité.

Néanmoins, tant par le caractère de la crise sur ce théâtre, que par sa superficie réduite et le nombre important de capteurs déjà en place, l'URB n'a pu livrer tous les enseignements tactiques recherchés ; le premier RETEX de cette expérimentation tactique d'une durée limitée à 2 mois, devra être confirmé par une nouvelle projection sur un théâtre aux situations tactiques plus révélatrices.

Ce concept, novateur pour la France, révèle logiquement des imperfections requérant des mesures correctives : le DRAC doit ainsi faire l'objet d'améliorations techniques ; tandis que les performances du RASIT, liées à son âge, nécessiteront une relève prochaine, d'ailleurs à l'étude. En termes de res-

source humaine, de formation et de parcours professionnel, il conviendra d'être créatif, audacieux et attractif.

Nonobstant, l'URB, inspirée de l'*ISTAR*<sup>8</sup> mis en œuvre chez nos alliés, se confirme comme un outil très prometteur. Son arrivée dans les BIA nécessitera également l'adaptation des méthodes de travail, mais devrait singulièrement accroître leurs capacités de recherche et de traitement du renseignement, les faisant en quelque sorte passer de la représentation du cyclope à l'œil unique, figuré par les EEI, à celle de l'hydre aux têtes multiples. ■

LCL Yannick AGAZZINI  
Div RENS/Chef de section préparation  
opérationnelle «Renseignement»

- 1 Drone de renseignement au contact
- 2 Petit véhicule protégé
- 3 Recueil de l'information
- 4 Renseignement d'origine humaine
- 5 Drone de renseignement au contact
- 6 Radar d'acquisition et de surveillance intermédiaire
- 7 Task Force Multinational Nord
- 8 *ISTAR* (Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance)

### Le CDEF vous informe (DSRO)

(suite)

*La participation à ce type de manifestation permet à la fois de conduire une veille technologique approfondie et d'influer sur les futurs standards. Ériger des bases techniques communes est certes un moyen de faciliter l'export ; c'est aussi, et surtout, une possibilité que se donnent les nations de faire communiquer leurs outils d'entraînement afin de mieux préparer leurs engagements futurs dans le cadre de coalitions.*

CBA Marc ESPITALIER  
Chargé d'études au Bureau



Tout savoir sur  
la doctrine de  
l'armée de terre  
française

www.  
cdef.terre.  
defense.gouv.fr

## CPF et doctrine

Dans la plupart des armées occidentales, dont les Etats-Unis, l'entraînement et la doctrine sont étroitement liés et font même partie d'un même commandement (TRADOC). En France les centres d'entraînement sont subordonnés au Centre de Perfectionnement des Forces (CPF) donc au Commandement des Forces Terrestres (CFT) et, par là même, ne dépendent pas du Commandement de la Doctrine et d'Emploi des Forces (CDEF). Toutefois il ne faudrait pas croire que cette différence de commandement éloigne fondamentalement la doctrine de l'entraînement.

En effet, le CDEF entretient des rapports privilégiés avec le CPF, rapports qui devraient se développer encore plus maintenant que le CPF a la responsabilité de tous les centres d'entraînement et de tir. Cela se traduit déjà au travers des rapports entre la DSRO, division du CDEF, et les centres, du fait de l'importance de la simulation au CPF (programmes SCIPIO, SYSIMEV, etc.). Mais, au delà de la simulation, l'objectif des contacts entre CDEF et CPF est bien de nourrir une synergie intéressante pour la doctrine, les forces et leur préparation.

Le premier domaine pour lequel la préparation opérationnelle et la doctrine sont liées, est celui au RETEX. En effet, les centres d'entraînement et de tir doivent être partie intégrante du circuit RETEX (boucles courtes et longues) pour lequel le leader est le CDEF afin d'aménager les thèmes, modifier les parcours de tir, réorganiser les exercices. En retour, les centres, qui possèdent une réelle expertise, participent du RETEX et donc à la doctrine, d'une part avec les comptes rendus du CDEF qui font suite à chaque grand exercice, d'autre part grâce à la rédaction des comptes rendus annuels qui sont riches en enseignements et que la DREX est en mesure d'exploiter. Car il faut se garder des effets de mode qui cantonneraient la préparation opérationnelle aux seuls théâtres actuels

(bientôt on ne saura plus manœuvrer face à des blindés au prétexte qu'il n'y a pas de blindés taliban).

C'est pourquoi les centres d'entraînement ne se contentent pas de cette participation au RETEX ; ils représentent un lieu privilégié d'application de la doctrine et de recyclage régulier des cadres. En effet, tous les niveaux tactiques interarmes, que ce soit dans l'hypothèse d'engagements génériques ou probables, sont susceptibles d'être entraînés dans les centres du CPF, et ce, de la brigade interarmes jusqu'à la section renforcée en passant par le GTIA ou le SGTIA.

Le CPF est donc un excellent relais vers les unités pour faire connaître les documents d'emploi rédigés par le CDEF et les faire appliquer.

Enfin, on peut considérer qu'en complément des DEP, le CPF doit participer à l'écriture de la doctrine. Actuellement, seul le CENZUB dispose d'une CEP lui permettant de rédiger et de proposer la doctrine des petits échelons pour le combat en zone urbaine. L'expertise des centres, en particulier dans le domaine interarmes, pourrait alors être mieux exploitée par une contribution plus forte aux travaux doctrinaux.

Préparation opérationnelle et doctrine sont donc intimement liées.

La doctrine donne au CPF les éléments lui permettant d'organiser concrètement l'entraînement. A contrario, la doctrine peut se nourrir de l'expérience des centres du CPF et les utiliser pour évoluer.

Il reste certainement encore beaucoup à faire, en particulier étudier comment mieux valider sur le terrain les principes doctrinaux. La CNCIA (commission nationale du contrôle interarmes) qui sera créée cet été aux ordres du CPF devrait, à cet égard, représenter un atout dans les rapports CDEF-CPF. ■

**GBR Bertrand DUMONT-SAINT-PRIEST**  
commandant le Centre de préparation des forces

1 DREX : Division Retour d'Expérience (division appartenant au CDEF)

### Parlons définitions

#### **Conduite générale des opérations ou des actions militaires/Global conduct of military operations and actions**

Exercice du commandement au plus haut niveau militaire (chef d'état-major des armées) permettant la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle. Elle comprend :

- a - la conception ;
- b - la préparation ;
- c - la conduite proprement dite des actions militaires.

Dans un cadre national, cette conduite est assurée à partir du Centre de Planification et de Conduite des Opérations (CPCO). Dans le cadre de l'UE la conduite des opérations est menée par le «commandant de l'opération». Dans le cadre de l'OTAN cette fonction est normalement assurée au niveau d'un grand commandement de l'OTAN (GCO).

*Aussi appelée* : direction générale des opérations.

**TTA 106**

#### **Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO)/ Joint operations center (JOC)**

Organisme assurant en permanence au profit du chef d'état-major des armées, notamment pour la prévention et le traitement des crises, la conduite générale des actions militaires décidées par le gouvernement.

*Note* : il appuie le chef d'état-major des armées dans son rôle de conseiller militaire du niveau stratégique de l'autorité politique et conduit les actions militaires au niveau stratégique.

L'aspect pré-décisionnel du CPCO français n'est pas inclus dans le «joint operations center» (OTAN).

**TTA 106**

**Parlons définitions****Commandant de l'opération (COPÉR) / Operation commander**

Autorité militaire désignée pour assurer la conduite ou la direction générale de l'ensemble d'une opération. Il est responsable devant l'autorité politique. Il assure normalement le commandement opérationnel des forces multinationales mises à sa disposition à partir d'un poste de commandement situé dans un des pays participants. Il dispose d'un état-major interarmées, éventuellement multinational, dit «état-major de l'opération». Pour une opération purement nationale, le commandant de l'opération est le chef d'état-major des armées qui exerce son commandement à partir du CPCO.

TTA 106

**Commandant de la force (COMANFOR) / Force commander**

Autorité désignée pour assurer, sur le théâtre d'une opération, le commandement d'une force interarmées et éventuellement interalliée. Le commandant de la force dispose d'un état-major de force interarmées déployé sur le théâtre de l'opération. Il assure normalement le contrôle opérationnel des forces mises à sa disposition. Pour une opération nationale, le commandant de la force prend le titre de commandant de théâtre (COMTHÉÂTRE). Il est désigné par le chef d'état-major des armées dont il relève.

TTA 106

**Commandant de théâtre (COMTHÉÂTRE) / Theater commander**

Autorité désignée par le chef d'état-major des armées pour assurer le commandement (commandement ou contrôle opérationnel) d'un groupe de forces interarmées engagé sur un théâtre d'opérations dans un cadre autonome ou sous responsabilité française.

TTA 106

## La culture du changement : comment éviter une défaite certaine

«La guerre probable est d'abord une guerre d'adaptation.»

Général V. DESPORTES,  
«La guerre probable», 2007

Crécy 1346, Sedan 1940, offensive du Têt 1968 ou plaines de la Bekaa 2006 : invariablement, de nombreuses armées échouent pour avoir préparé les guerres du passé. Aujourd'hui, comme le souligne le colonel américain X. Hammes<sup>1</sup>, la notion d'adaptation est de plus en plus prégnante d'autant que l'accélération exponentielle des évolutions de la guerre réduit le temps disponible pour se transformer. La question de l'adaptation des organisations militaires est désormais cruciale.

Techniquement, l'armée de terre possède toutes les structures pour mener de rapides mutations. A l'aune des théories du professeur R. Downie<sup>2</sup>, le dispositif piloté par le Centre de Doctrine et d'Emploi des Forces (CDEF) apparaît en effet comme quasiment finalisé. L'efficacité du cycle d'adaptation n'est donc plus qu'une question d'hommes.

Les officiers et sous-officiers de l'armée de terre doivent donc s'approprier le processus d'adaptation mis en place par leur commandement. L'émergence d'une culture institutionnelle du changement peut les aider dans leur démarche.

Dans ce cadre, les dispositions intellectuelles, ainsi que les styles et actions de commandement favorisant le développement de mentalités favorables au changement sont à mettre en avant.

Refuser le conformisme intellectuel constitue le premier pas incontournable. A cette fin, les débats d'idées et la lecture de pensées contradictoires qui aiguïsent la réflexion sont à développer. De nombreuses pistes méritent d'être explorées dans ce domaine. La création de groupes de discussions, éventuellement en ligne sur Intranet<sup>3</sup>, en constitue une des plus prometteuses. Favorisant le bouillonnement d'idées, cette formule permet en effet à chacun de proposer ses idées à la communauté qui, selon leur valeur et leur pertinence, s'en fera l'écho.

L'esprit d'innovation mérite ensuite d'être encouragé. Dans ce cadre, le respect de la liberté d'initiative des subordonnés et le dialogue ouvert entre les différents niveaux de commandement demeurent essentiels : ils permettent aux hommes au contact d'élaborer des solutions novatrices et d'initier le changement. De nombreux exemples historiques viennent corroborer ce fait. L'action du général Pétain durant la Première guerre mondiale<sup>4</sup> ou la victoire des Britanniques lors du conflit de Malaisie sont les plus éloquents.

1 «The sling and the stones», 2004.

2 «Learning from a conflict», 1998. Dans ce livre, R. Downie (ancien colonel de l'US Army) décrit le cycle et le processus d'adaptation idéaux.

3 Le site Taktika constitue un exemple en la matière.

4 Lire à ce propos «La chair et l'acier» du lieutenant-colonel Goya, 2004.



La gestion du changement nécessite enfin d'être maîtrisée. Deux écoles de pensée peuvent guider la réflexion dans ce domaine : l'école de guerre allemande du général Von Seeckt et celle de l'*US Army*. Par des exercices à double action sans notion de doctrine, la première a en effet appris aux officiers de la République de Weimar à dominer le changement. En développant des bases de données tactiques en ligne sur Internet<sup>6</sup>, la seconde a, quant à elle, permis aux Américains de renforcer considérablement leur assimilation de l'expérience du champ de bataille. Ces deux écoles offrent donc des voies intéressantes à découvrir.

## Diffuser la pensée militaire tactique : le modèle américain

En France, nombreux sont les commentateurs civils, institutionnels ou non, qui s'improvisent tacticiens sans en avoir ni la formation ni l'expérience. Les interventions publiques faisant suite à l'embuscade d'Uzbeen en août 2008 en Afghanistan en sont un exemple flagrant. Pour mieux faire comprendre la problématique de l'engagement des forces terrestres, la pensée militaire tactique gagnerait à être diffusée hors du cercle militaire.

De ce point de vue, la manière dont la pensée militaire américaine s'enrichit et se diffuse pourrait constituer un modèle intéressant. **S'appuyant sur une plus grande représentativité des militaires dans le monde civil, il consiste à partager largement les études tactiques internes, et à favoriser l'intégration des militaires dans les cercles de réflexion à l'extérieur de l'institution.**

Le changement n'a rien d'un cheminement vers une destination ultime : il s'agit plutôt d'un processus perpétuel exigeant un *état d'esprit* particulier. Dans ce cadre, l'institutionnalisation et la promotion d'une réelle culture du changement s'avèrent indispensables. Il convient de ne pas oublier l'aphorisme du colonel T.E Lawrence<sup>7</sup> : «*combattre avec une armée inadaptée est comme manger sa soupe avec un couteau*». ■

CBA Cédric FAYEAUX  
CESAT/CSEM/Stagiaire 122<sup>e</sup> promotion

5 Lire à ce propos «*Learn to eat soup with knife*» du lieutenant-colonel J.Nagl, 2002.

6 Les sites concernés sont bien entendus sécurisés et restreints aux militaires américains.

7 «*To make war against rebellion is messy and slow, like eating soup with a knife*»

### Partager la réflexion tactique

Aux Etats-Unis, les cercles de réflexion tactique et stratégique sont multiples. L'Army est très prolifique et chaque officier est rapidement incité à réfléchir et à écrire. L'étude et la mise en pratique des *Field Manual*<sup>1</sup>, dont l'utilisation systématique est parfois considérée en France comme un frein à l'initiative, prouvent leur utilité quelques années plus tard quand l'officier plus mûr peut s'appuyer sur des connaissances solides pour enrichir à son tour la réflexion. La société civile, des *think tanks*<sup>2</sup> aux commissions spécialisées du congrès en passant par les universités, participe activement à cette réflexion.

1 Manuel d'emploi  
2 Groupe de réflexion

### Parlons Définitions

#### Représentant de la France (REPFRANCE) / France Representative (REPFRANCE)

Dans une opération, officier désigné par le CEMA pour le représenter auprès du commandant de l'opération et du commandant de la force. Le REPFRANCE est placé soit auprès du commandant de l'opération soit, plus généralement, auprès du commandant de la force. Il veille à la conformité de l'emploi des forces françaises aux options nationales, et assure sur ces forces des responsabilités nationales notamment dans les domaines logistique, administratif et disciplinaire. Il peut être chargé de toute mission particulière concernant les forces françaises. Il est secondé par un responsable de la logistique nationale appelé ADCONFRANCE. Plus haute autorité militaire française de l'état-major du commandant de l'opération (COPER) ou du commandant de la force (COMANFOR) dans une opération multinationale. **TTA 106**

#### Commandant terre (COMTERRE) / Ground commander

Autorité désignée en tant que de besoin par le chef d'état-major de l'armée de terre comme adjoint TERRE d'un commandant de théâtre. Il participe à la conception de la manœuvre interarmées de théâtre et assure la cohérence globale de l'emploi des composantes de l'armée de terre mises à la disposition du COMTHEATRE. Il peut assurer, par délégation du COMTHEATRE, le contrôle opérationnel de forces pour une mission particulière. **TTA 106**

#### Commandement tactique terre (COMTACTER) / Land tactical command

Autorité désignée par le CEMAT pour assurer le commandement de la force opérationnelle terrestre engagée sur un théâtre d'opérations. Il est responsable de la conduite des engagements terrestres au niveau tactique. Il peut assurer, par délégation du COMTHEATRE, le contrôle opérationnel d'un ensemble de forces interarmées pour une mission particulière. **TTA 106**

**Parlons définitions****Commandement opérationnel (OPCOM) / Operational command (OPCOM)**

Pouvoir donné à un commandant pour assigner des missions ou des tâches particulières à des commandants subordonnés, pour déployer des unités, pour réassigner des forces, conserver ou déléguer le contrôle opérationnel ou tactique comme il le juge nécessaire. Il ne comprend pas en soi d'autorité sur le plan administratif ni de responsabilités d'ordre logistique. Un commandement opérationnel peut être, soit permanent, soit de circonstance.

TTA 106

**Contrôle opérationnel (OPCON) / Operational control (OPCON)**

Autorité conférée à un commandant, par un commandant opérationnel :

- a- de donner des ordres aux forces qui lui sont affectées, de telle sorte qu'il puisse accomplir les missions ou tâches particulières, habituellement limitées géographiquement ou dans le temps ;
- b- de déployer les unités concernées ;
- b- de conserver ou de déléguer le contrôle tactique de ces unités.

L'autorité chargée du contrôle opérationnel n'a pas le pouvoir d'utiliser séparément les éléments constitutifs des unités concernées, pas plus qu'il n'inclut en soi le contrôle administratif ou logistique. Le contrôle opérationnel est une délégation limitée du commandement opérationnel. En particulier, ne sont pas déléguées :

- d- la définition de la mission ;
- e- l'affectation des moyens.

TTA 106

Le *Field Manual 3-24* sur la contre-insurrection a été rédigé avec le concours d'experts civils et largement publié. Il illustre ce partenariat qui vise à une plus grande efficacité du soldat sur le terrain, une meilleure synergie des actions civiles et militaires, et une meilleure compréhension mutuelle.

**Faire partie intégrante des cercles de réflexions**

Culturellement et structurellement, les militaires américains sont mieux représentés dans la société civile et dans les institutions que leurs homologues français. Les membres de la garde nationale et de la réserve, bénéficiant de la même formation tactique, du même entraînement que leurs camarades d'active, sont d'excellents vecteurs de pensée militaire. En outre, le parcours d'un officier américain débouche bien souvent sur une deuxième carrière. De nombreux officiers expérimentés rejoignent ainsi les *think tanks*, les universités, le département d'Etat ou le congrès, voire le gouvernement. Toutefois, cela ne garantit en rien le bon usage de l'outil militaire, comme l'ont montré les premières années de l'intervention américaine en Irak (2003-2006).

**Ce modèle repose sur un volontarisme individuel et collectif et l'absence de frontière entre les mondes militaire et civil.**

En France, les événements d'Algérie ont provoqué le divorce entre ces deux mondes, inaugurant une longue période de quasi absence des militaires de la vie publique. Pourtant, au XIX<sup>ème</sup> siècle et jusque dans les années 1960, les anciens militaires étaient très

présents et comptaient de nombreux élus, jusque dans les rangs du gouvernement et de l'académie française.

Compte tenu de l'évolution des mentalités, les choses pourraient changer. Désireuses d'en finir avec une longue période de repli sur soi, les générations montantes envisagent désormais sereinement leur participation au débat public car les nouveaux statuts favorisent la liberté d'expression de la «grande muette». Les publications ouvertes du CDEF<sup>3</sup>, comme les FT-01 (Gagner la bataille - conduire la paix) et FT-02 (Tactique générale) nous montrent la voie et sont d'excellents vecteurs de pensée militaire tactique à l'extérieur de l'institution.

Un projet récent de réforme du ministère autorisera par ailleurs les militaires d'active à occuper un deuxième emploi alors que dans le même temps, la réduction du format de notre armée multipliera les carrières courtes de militaires. Autant de phénomènes nouveaux qu'il faut saisir comme des opportunités. Facilitons l'intégration de nos cadres dans les secteurs d'influence comme les médias et pourquoi pas le monde politique... ■

CBA Pierrick MICHEL  
CESAT/CSEM/Stagiaire 122<sup>e</sup> promotion

<sup>3</sup> Centre de doctrine et d'emploi des Forces

## Auftragstaktik, du principe aux réalités

Le manuel de tactique générale (FT-02) diffusé par le CDEF réaffirme la primauté du commandement «par objectif», mieux approprié au contexte des engagements actuels que le commandement «par ordre». Ces notions s'inspirent en partie des concepts forgés à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle par les penseurs militaires allemands, opposant *Auftragstaktik* et *Befehlstaktik*.

Le style de commandement associé à l'*Auftragstaktik* repose sur la parfaite compréhension de l'intention du chef et sur l'autonomie accordée aux subordonnés. Au-delà des affirmations doctrinales, l'armée de terre se donne-t-elle encore les moyens d'appliquer efficacement ce principe ?

L'influence croissante des processus de décisions «otaniens», les entorses fréquentes au principe de subsidiarité ainsi que la faiblesse des moyens dévolus à l'entraînement des unités constituent autant d'obstacles à un véritable commandement «par objectif».

La définition française de l'effet majeur, recouvrant en partie celle du *Schwerpunkt* de la tradition allemande, répond parfaitement aux impératifs du style de commandement «par objectif». *A contrario*, la notion anglo-saxonne d'*end state*, assortie d'une liste exhaustive de tâches, n'apparaît pas pleinement compatible avec le processus décisionnel fondé sur l'effet majeur. La même remarque s'applique aux *effect based operations*<sup>1</sup>. Les tentatives pour combiner ces méthodes relèvent d'un périlleux exercice d'équilibrisme intellectuel.

La multiplication des *contingency plans*<sup>2</sup> ne doit pas susciter d'illusions : la préparation la plus minutieuse ne

permet pas de dissiper le brouillard de la guerre ou d'échapper aux frictions. Selon la formule célèbre, «le plan le mieux préparé ne résiste pas au premier coup de feu». Il ne s'agit certes pas de renoncer à toute planification, mais bien d'inciter nos états-majors à conserver une conscience aiguë du caractère chaotique de la guerre. Or, cette «culture de l'incertitude» ne semble pas toujours animer la laborieuse mécanique otanienne. L'*Auftragstaktik* ne vise pas à ordonner le chaos, mais plutôt à l'exploiter au détriment de l'adversaire.

Sur les théâtres d'opération, nous sommes parfois loin du principe de Moltke : «*nicht mehr befehlen als durchaus nötig*<sup>3</sup>». L'imbrication fréquente des niveaux tactique et politico-militaire explique sans doute les entraves imposées à la liberté d'action du subordonné. L'allusion récurrente à l'image du «caporal stratégique» favorise insidieusement l'entrisme dans la sphère des petits échelons. La numérisation de l'espace de bataille, dont les atouts sont par ailleurs incontestables, risque d'ouvrir de nouvelles perspectives aux partisans des «rênes courtes».

Enfin, il n'est pas d'*Auftragstaktik* sans entraînement des subordonnés. Cette condition *sine qua non* n'est pas évoquée dans le FT-02. La baisse de la disponibilité technique, la mutualisation des parcs, les difficultés d'approvisionnement en munitions, les budgets restreints et le rythme d'activité ne placent pas toujours les unités dans des conditions favorables à l'entretien des *drills* de combats. Ces derniers constituent pourtant l'un des procédés les plus efficaces pour préparer une troupe à réagir à l'imprévu. Sans cette capacité de réaction, pas d'autonomie. La complexité intrinsèque du combat

### Parlons définitions

#### Commandement tactique (TACOM)/ Tactical command (TACOM)

Autorité déléguée à un commandant pour attribuer des tâches aux forces placées sous son commandement, en vue de l'accomplissement de la mission ordonnée par l'autorité supérieure. Celle-ci peut conserver ou déléguer le contrôle tactique.

TTA 106

#### Contrôle tactique (TACON)/ Tactical control (TACON)

Comprend la direction et le contrôle détaillés, normalement limités au plan local, des mouvements ou manœuvres nécessaires pour exécuter les missions ou les tâches assignées.

Le contrôle tactique est, en règle générale, une délégation limitée du commandement tactique à un subordonné pour une tâche spécifique et une durée limitée.

TTA 106

moderne, nécessairement interarmes, vient encore renforcer la nécessité d'une solide préparation opérationnelle.

S'il convient donc de se féliciter du choix doctrinal exprimé dans le manuel de tactique générale en faveur du commandement par objectif, il importe de rester lucide sur le chemin à parcourir avant de prétendre l'appliquer efficacement. ■

CNE Vincent SAMSON  
CESAT/CSEM/Stagiaire 122<sup>e</sup> promotion

1 EBO (*Effect based operations*) : opérations basées sur les effets. Concept américain de planification et de conduite des opérations combinant actions militaires et non militaires ; est apparu après la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe (1991).

2 CONPLAN (*Contingency plan*) : plan de circonstance. (AAP-6).

3 «Limiter les ordres au strict nécessaire» (Instruction du 24 juin 1869).

# DOCTRINE

Revue d'études générales

2009  
N° 16

Paraîtra  
prochainement !

## LES OPÉRATIONS D'ÉVACUATION DE RESSORTISSANTS



libres réflexions  
**Kolwezi,  
ou la première évacuation de ressortissants**

doctrine  
**Les opérations d'évacuation de ressortissants  
au cœur des principaux engagements des forces terrestres**

**Un vol vers l'inconnu - L'opération LIBELLULE**



» Retour d'expérience

Les enseignements tirés du déploiement du CRER au Tchad en avril 2006